

2-3 juillet 2011, Conférence de l'Institut Schiller à Rüsselsheim, Allemagne

## **Erwin Shöpges : comment la dérégulation a ruiné notre agriculture et comment la sauver**

9 juillet 2011

*Erwin Shöpges, vice-président de la MIG (Organisation des producteurs de lait) et président de [la coopérative FAIRCOOP](#)*

Bonjour à tout le monde ! Je suis désolé mais comme je ne maîtrise pas l'anglais, je parlerai en allemand. Brièvement, en ce qui me concerne : je m'appelle Shöpges, Erwin, je viens de Belgique, de la partie germanophone de la Belgique (bien qu'on puisse se demander si la Belgique existe encore, car depuis un an, nous n'avons plus de gouvernement). Ma profession principale, c'est producteur de lait. J'ai une exploitation qui en produit 500000 litres. Je suis marié et père de deux enfants, un fils de dix-neuf ans et une fille qui en a seize. Je voudrais souligner que l'agriculture est peut-être un sujet plus important que vous ne le croyez.

Je commencerai par un peu d'histoire sur le développement de mon exploitation. Lorsque j'ai repris l'exploitation de mes parents, il y a vingt-cinq ans, on avait vingt-cinq à trente vaches laitières. Avec cela on produisait 150000 litres de lait sur la ferme. Mon père, ma mère et toute la famille vivaient de cette entreprise. Lorsque j'ai repris l'exploitation, on m'a tout de suite dit : ton entreprise est trop petite, elle est inapte à survivre. Il faut au plus vite doubler tes capacités de production. J'étais jeune et j'ai su le faire en augmentant mon quota de production de 150000 à 300000 litres, ce qui veut dire que j'ai doublé ma production en dix à quinze ans. Après cela, les syndicats agricoles classiques et les politiques sont venus me dire : ton entreprise est toujours trop petite, il faut encore doubler. J'ai alors repris une exploitation voisine, produisant 200000 litres, ce qui fait qu'en vingt-cinq ans, j'ai quasiment triplé ma production.

Actuellement mon fils a 19 ans. Il veut reprendre l'entreprise et on lui dit, désolé, avec cette ferme tu n'auras aucune chance. Il faut au moins doubler la production, c'est-à-dire produire un million de litres de lait sur ta ferme avec la même main-d'œuvre. Et quelque part, on finit par se demander : est-ce que je veux suivre tout ce système, ou peut-on faire autrement ?

Depuis quelques années, j'ai décidé de devenir politiquement actif, de réfléchir et de faire des recherches, et depuis cinq ans je suis affilié à l'European Milk Board (EMB), une organisation européenne regroupant des producteurs de lait de quatorze pays, qui compte plus de 100000 membres.

Dans quel état se trouvent les fermes ? A l'échelle de toute l'Europe, les exploitants sont endettés. Au Danemark, les fermiers sont si endettés qu'ils sont incapables de rembourser le principal sur leur dette et ne remboursent que les intérêts. Là, on constate une fois de plus dans quelle direction veut aller toute la politique européenne. On ne remboursera plus le capital de sa dette mais uniquement les intérêts. L'endettement des fermes est tel que de plus en plus d'exploitations, pas toutes mais la plupart, appartiennent désormais aux banques. Les terres n'appartiennent plus aux agriculteurs, mais aux banques, aux industriels et à des cartels comme Nestlé ou Danone. Toutes ces industries achètent ces exploitations avec 1000, 1500, 2000 vaches et les paysans restent sur les terres comme ouvriers, je dirais presque comme serfs, sur des fermes qui ne leur appartiennent plus.

Derrière cette politique se cache tout un système, c'est-à-dire les banques, le grand capital ; l'industrie veut à l'avenir mettre la main sur la production alimentaire. Ils veulent régner en maître sur la production alimentaire mondiale. Les banques et le grand capital achètent partout des terres, y compris dans les plus petits villages. Chacun devrait prendre conscience que déjà, l'énergie est dans leurs mains. S'ils mettent, en plus, la main sur la production alimentaire, ce qui suivra, c'est l'eau. L'eau sera privatisée. Et lorsqu'on contrôle ces trois choses : énergie, production alimentaire, eau, alors on contrôle le monde.

Selon moi, le rôle des agriculteurs, c'est de nourrir la population. Jusqu'ici on nous a rendus totalement dépendants des banques et des subventions. Car sans subventions, nos fermes ne peuvent pas survivre. Si nous ne remplissons pas les normes, on nous supprime les subventions. On a donc fait en sorte que nous n'ayons pas notre mot à dire. Aussi, la position que nous défendons, c'est que nous avons besoin de prix justes couvrant les coûts de production des producteurs, quel que soit le secteur. (Applaudissements)

On ne veut pas de primes et pas de subventions. Ce matin, on a parlé de la crise bancaire. Je pense qu'il ne s'agit pas d'une crise bancaire, mais d'une crise pour l'homme de la rue et la population. Nous avons une crise du lait et on nous dit qu'il s'agit d'une crise des laiteries. Non, les laiteries font des bénéfices. Les seuls qui aient payé pour la crise, ce sont les agriculteurs. On nous paye 15, 18, 20 centimes pour un litre de lait alors qu'il nous en coûte 40 centimes pour le produire. Ce sont les banques et les transformateurs qui ont fait le bénéfice et c'est nous, les paysans, qui subissons les pertes.

Devant des prix aussi bas, on a décidé de réagir. On s'est regroupés à l'échelle européenne, on a mené des actions, on a occupé avec nos tracteurs tout le quartier européen de Bruxelles. On a fait monter les tracteurs sur Bruxelles de toute l'Europe. Tout cela pour exiger que Bruxelles renonce à l'ultralibéralisme. Cependant, on s'est rendu compte que ça ne donnait aucun résultat. Alors en septembre 2009, on a décidé d'organiser une grève de livraison et pendant quinze jours, on n'a pas fourni notre lait car on ne voyait vraiment plus de porte de sortie. Le point fort de cette grève fut la grande manifestation à Ciney en Belgique, où en un seul jour, trois millions de litres de lait ont été répandus dans les champs. Il faut s'imaginer : alors que les gens ont faim en Afrique et en Europe, on nous oblige à jeter notre lait ! On a été tellement attaqués par les organisations du tiers monde que ça nous a refroidis. Pourtant, c'est eux qui nous ont soutenus le plus. Pourquoi ? La politique de l'UE consistant à exporter à tout va les productions européennes, à des prix sans concurrence, provoque la ruine du paysan africain qui n'a que trois ou quatre vaches. La politique des prix bas ruine les producteurs européens et, en plus, désorganise la production des autres pays. Pour moi, il est évident que cette politique européenne est erronée. Elle est faite aussi d'interventions sur les marchés provoquant des baisses du prix. En pratique, cela veut dire que la Commission achète du lait à des prix de dumping, donc quand le marché est au plus bas. Elle le stocke et lorsque le prix est au plus haut, elle le revend. Et l'on nous dit que cette intervention est là pour nous aider. Mais en même temps, cela fait de la Commission un des plus grands spéculateurs. Alors que nous, on subit la crise, la Commission s'en met plein les poches. Voilà comment opère la politique européenne pour l'instant.

Que veut faire la sphère politique ? Elle cherche à fuir ses responsabilités. Aujourd'hui nous avons un quota, chaque exploitation dispose d'un droit de livraison pour une quantité de lait donnée. Ce qui signifie que tu as la certitude de trouver un vendeur pour la quantité de lait que tu produis. Désormais, on a décidé de libéraliser tout le secteur. Les laiteries nous disent qu'elles ne peuvent plus accepter des quantités illimitées de lait et on transfère la régulation, qui était publique, aux laiteries privées. Il faut savoir que 60 à 70% des laiteries sont des coopératives supposées appartenir aux exploitants. Ça devrait donc être parfait. Ce qui est drôle dans ça, c'est que les coopératives ont fait sous-traiter leurs directions opérationnelles à des sociétés par actions. Les paysans ne sont plus responsables que de la collecte du lait, alors que la gestion est faite par les actionnaires qui ne cherchent que le plus grand profit financier. C'est ainsi que la spéculation s'est emparée des produits laitiers. Or, la spéculation sur les produits alimentaires peut rapporter d'énormes profits. Leur politique consiste à imposer des prix élevés pendant de courtes périodes et des prix bas pendant des périodes longues. Ainsi, les spéculateurs font un maximum de profit. Nous ne sommes absolument pas d'accord avec cela. De plus, on veut nous forcer à signer avec les laiteries des accords fixant d'avance les quantités à livrer. Par exemple, je signe avec ma laiterie pour lui fournir cette année 100000 litres de lait à 30 centimes le litre. Seulement, cette année, j'ai du mal à les produire et je ne peux fournir que 90000 litres. Les vaches ne sont pas des robots, on peut avoir toute sorte de problèmes. Alors la laiterie me dira : eh ! tu as signé pour nous livrer 100000, il manque 10000 litres ! On devra alors payer des pénalités pour le lait qu'on n'a pas pu livrer. De même, si je livre 110000 litres parce que les vaches ont donné un peu plus, alors la laiterie me dira : écoutez, on a signé pour 100000 et tu nous livres 110000, cela fait 10000 de trop. On doit trouver un acheteur pour ce lait sur le marché mondial. On devra donc payer de nouveau des pénalités sur ces 10000 litres ! Une fois de plus, l'industrie se débrouille pour obtenir du lait à très bas prix alors que contractuellement nous serons tenus. Et ce lait acquis à bas prix, elle peut l'exporter et spéculer avec.

Qui paye la note ? Beaucoup d'exploitants quittent le métier. On le voit chez nous. Je réfléchis deux fois pour savoir si je veux réellement transmettre l'entreprise à mon fils pour qu'il s'endette à son tour et devienne encore plus dépendant. Alors on ne sera plus entendus du tout. Beaucoup de paysans vont disparaître. Ok, il y en aura moins, mais le principal c'est que la nourriture soit produite ! L'autre dindon de la farce sera le consommateur. Lorsque le contrôle sur la production sera total, le consommateur devra payer plus et le producteur aura toujours moins. C'est les industriels qui mèneront la danse et le consommateur n'aura qu'à accepter. Regardez ce que vous payez déjà pour vos produits, alors qu'à nous, les producteurs, ça ne nous rapporte rien. Je crois qu'il est très important que l'agriculteur, avec le consommateur, avec le peuple, que tous se regroupent pour former un contre-pouvoir aux cartels. (Applaudissements)

Comment nous tirer de cette situation ? Pleurer et se plaindre de tout, nous, les paysans, on l'a fait assez. On doit plutôt réfléchir à comment sortir par le haut. Nous, les responsables de l'EMB, nous demandons un changement de système. On a besoin d'une révolution agraire. Il nous faut mener des actions pour faire connaître notre association. Cependant, on doit être sérieux en tant qu'organisation. Sinon, on ne sera pas écoutés par le pouvoir politique.

C'est important de faire du lobbying. J'en ai fait récemment. J'ai pu m'entretenir avec une bonne vingtaine de députés européens, avec le commissaire européen de l'Agriculture Dacian Ciolos ou celui chargé du Commerce, Karel De Gucht. Ce travail de lobbying, c'est le plus difficile que j'ai dû faire dans ma vie. C'est du léchage de cul. Tous trahissent leur parole. Ils te disent, vous avez raison, etc. mais dès que tu es sorti de leur bureau, c'est un représentant de l'industrie laitière ou des banques qui entre. Et ils ont tellement d'argent, je l'ai entendu ce matin lors de l'intervention de M. De Keuleneer. Or, de l'argent, nous, on n'en a pas. On ne peut convaincre les politiciens qu'en venant avec des arguments forts. Nous avons déjà un concept clair. Nous avons besoin, à l'avenir, d'une régulation flexible de la quantité. L'offre doit être régulée en fonction de la demande. Cela ne sert à rien de fournir des produits dont on n'a pas besoin et qu'on liquide à des prix de dumping. Pour réguler la quantité, chaque exploitation doit disposer d'une quantité précise de lait à produire. Comment peut-on vouloir réguler cette production si l'on ne fixe pas pour chaque ferme une quantité, modulable tous les trois mois selon les besoins. S'il n'y en a pas assez, on peut augmenter de quelques pourcents la production, s'il y en a trop, on la réduit un peu. Nous avons absolument besoin d'un système unique pour l'Europe. L'Union européenne voudrait voir à l'avenir chaque pays bricoler son propre système. Chaque pays aura le choix de prendre un modèle ultralibéral. Les agriculteurs allemands veulent avoir le droit de produire autant qu'ils veulent, ils réussiront à tout vendre. Les Français militent pour la contractualisation. Les Belges ne savent pas encore ce qu'ils veulent. Les Néerlandais disent eux aussi qu'ils veulent produire autant qu'ils veulent. Les autres veulent une régulation des quantités. Si l'on ne met pas en place une régulation à l'échelle de toute l'Europe, on retournera à la situation d'avant, c'est-à-dire la mise en concurrence des uns avec les autres, la bataille des paysans français contre les Allemands ou les Néerlandais. Ainsi, on ruinera les prix et alors, on n'aura plus besoin d'Europe. Si chacun y va de sa propre politique, on va détraquer l'Union européenne et je ne pense pas que ce soit ce qu'on veut.

Comment réguler ? Pour chapeauter ce processus, nous avons besoin d'un office du lait européen chargé de réguler le marché. Les agriculteurs doivent en faire partie pour fixer un prix juste. C'est tout à fait faisable de fixer un prix de base unique pour toute l'Europe, un prix minimum permettant aux producteurs de couvrir leurs frais de production. Les laiteries en font partie également et disent de quelle quantité de lait on a besoin. Elles doivent aussi nous dire, à nous paysans : hé les gars ! Vous produisez trop, il faut ajuster un peu la production vers le haut ou vers le bas. Ce qui est indispensable, c'est que les consommateurs soient représentés. Ainsi, on peut empêcher l'émergence d'un cartel ou d'une entente de marché entre producteurs et laiteries, où le consommateur finit par se faire berner en payant trop cher. Mais les politiques sont également nécessaires afin de créer le cadre pour que ces choix puissent se réaliser.

Il est donc de la plus haute importance que la production alimentaire ne tombe pas aux mains des grands industriels et des banques. Ça, il faut l'empêcher. La terre appartiendra à ceux qui la travaillent et non à ces grands financiers qui, après l'avoir pillée, s'en vont ailleurs.

Il est essentiel que le consommateur dispose de produits alimentaires à des prix abordables. Mais il doit aussi savoir que ce qu'il paye va réellement aux producteurs. L'industrie et la distribution auront chacune

leurs marges, mais ils auront un profit correct et juste. Le Canada est un bon exemple. Là-bas, le producteur obtient plus pour son lait qu'aux Etats-Unis, où le prix versé au producteur est plus bas. Et pourtant, au Canada, le consommateur paye son lait moins cher qu'aux Etats-Unis. On voit donc qu'il n'est pas forcément nécessaire que le consommateur paye plus pour que les agriculteurs obtiennent un prix correct. Si les marges de profit sont correctement établies, chacun peut vivre correctement. Il est tout aussi important que nous, les agriculteurs, restions indépendants et libres. Idem pour les politiques. Je l'ai constaté, les politiques sont souvent à la merci de ceux qui contrôlent la production alimentaire et l'argent qui va avec. Si l'on veut que les politiques restent indépendants de cet argent, il faut garantir que les agriculteurs et l'industrie puissent être indépendants et libres.

Dernier point, je pense que ce qui fait vraiment changer les choses, c'est que les gens prennent leur destin en main. Pleurnicher et critiquer, tout le monde peut le faire, c'est la partie facile. Mais s'activer, se bouger et apporter des idées nouvelles, c'est beaucoup plus difficile.

En Belgique nous avons fondé une nouvelle coopérative avec 450 producteurs de lait, repartis sur l'ensemble du territoire. Elle s'appelle Faire Coop. Nous avons créé notre propre label : notre lait s'appelle Faire Bel. Cela a deux sens. *Faire* pour faire, et *Bel* pour Belgique, mais aussi pour *fait rebelle*, comme nous le faisons tous. C'est moi qui ai trouvé ce jeu de mots. Il est absolument important que nous mettions ce lait sur le marché. Pour chaque brique de ce lait vendue, le producteur faisant partie de notre coopérative touchera 10 cents.

Nous aussi, on doit changer nos conceptions, aller de nouveau au-devant du consommateur. Dans le passé, on s'est habitué à l'idée qu'une fois le lait collecté, il était en bonne route vers le consommateur. Cependant, on collecte mon lait, mais c'est seulement six semaines plus tard qu'on m'annonce à quel prix on l'a acheté. Dans quel autre secteur du commerce vend-on un produit dont on ne connaît le prix payé par l'acquéreur que six semaines après ? Nous produisons du lait entier, du lait demi écrémé, du lait chocolaté et même nos propres glaces. Avec ce concept, on peut exercer une pression énorme sur les politiques. Car les gens se disent : ah bon, si les paysans vendent eux-mêmes leurs produits, c'est qu'on doit faire attention. Nous avons cherché en Belgique une laiterie pour emballer notre lait afin de le revendre aux distributeurs. Or, aucune n'a voulu faire ce travail pour 400 producteurs. Cela montre à quel point on est arrivé. Ainsi, nous avons dû aller au Luxembourg pour trouver une laiterie qui mette notre production en briques de lait vendables à des distributeurs.

En Belgique, 80 à 90% des produits vendus par les distributeurs (Aldi, Carrefour, etc.) sont vendus sous leur label. De cette façon, peu importe le produit, ces distributeurs peuvent exclure de leurs chaînes les producteurs. Ils tiennent ainsi l'ensemble du secteur, et ils feront tout pour vous empêcher d'entrer dans le circuit. Évidemment, après tous les actions que nous avons menées, blocages des centres de distribution, occupation du quartier européen de Bruxelles, etc., nous voyons qu'une action agressive mais non violente peut faire monter la pression sur les politiques et les faire changer d'avis. Seulement, il ne suffit pas d'agiter des bannières pour obtenir des changements politiques.

En tout cas, je suis heureux qu'ici, parmi les étudiants, les professeurs et les universitaires, les paysans aient, eux aussi, pu s'exprimer. J'ai rencontré aujourd'hui tellement de jeunes, ici dans cette salle. Je connais très bien Karel Vereycken, j'ai un très bon contact avec lui. Il m'a dit « viens » et je suis venu. Je tiens à encourager les jeunes ici présents à s'engager. Cela en vaut la peine. C'est le chemin le plus difficile, cela nécessite beaucoup de force, beaucoup d'émotion, mais je voudrais vraiment encourager les jeunes, et aussi les vieux, qui sont réunis ici, à avoir le courage de continuer le combat. Vous les jeunes : « Battez-vous pour votre avenir car l'avenir vous appartient, et si on laisse notre avenir dans les mains des banques et des grands financiers, alors ce ne sera pas seulement vous, mais également vos enfants, qui payerez la note. Nous avons une dette envers nos parents et grands-parents qui nous oblige à nous engager pour que cela n'arrive pas.

Merci.